Bulletin Intérieur

DU PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

MENSUEL

MAI 1953 — Suppl. au N° 65

Motions

pour le

45e CONGRÈS NATIONAL

ASNIÈRES

2, 3, 4 et 5 Juillet

Le jeudi 2 juillet, 19 h. 30, Salle du Congrès

Les "ANCIENS DU PARTI" convient les délégués à célébrer
le **90e ANNIVERSAIRE d'ARTHUR GROUSSIER**
et le **80e ANNIVERSAIRE de PAUL BONCOUR**
en assistant au **GRAND BANQUET** présidé par BRACKE

★

Voir à la page suivante les détails d'organisation de cette réunion amicale.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le jeudi 2 juillet, à 19 h. 30, dans la Salle du Congrès

●

"LES ANCIENS DU PARTI"

convient les délégués à célébrer le

90e Anniversaire d'Arthur Groussier

ancien député socialiste de Paris, de 1893 à 1924

et le

80e Anniversaire de Paul Boncour

ancien député socialiste de Paris et de Carmaux

en participant à un

GRAND BANQUET

Sous la présidence de

BRACKE

doyen de l'Internationale Socialiste

assisté de

Raul RAMADIER
ancien Président du Conseil

Guy MOLLET
Secrétaire général du Parti

Pour permettre une bonne organisation, FAIRE PARVENIR DE SUITE les adhésions, avec leur montant, à GILBERT NOWINA, 61, rue Lafayette, PARIS-9e. Compte chèque postal 864-24 Paris ; ou s'inscrire à la Caisse du "POPULAIRE", même adresse. Les places seront limitées.

PRIX DE LA CARTE : 750 fr.

Menu soigné, boisson, café, service compris.

MOTIONS

Pour le 45e Congrès

POUR UN FRONT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL POUR UNE PAIX SANS SERVITUDE

●

POLITIQUE INTÉRIEURE

La situation intérieure de la France s'aggrave. Pour la majorité des Français, l'incapacité des dirigeants réactionnaires à résoudre les problèmes économiques qui se posent au pays est devenue évidente.

Face à un patronat rétrograde qui préfère le maintien de marges bénéficiaires élevées aux réinvestissements en vue de l'abaissement du prix de revient, la classe ouvrière s'insurge, et l'immense majorité de la Nation souffre avec elle de la détérioration constante du potentiel économique et de l'usure du franc, qui amenuisent chaque jour le pouvoir d'achat du plus grand nombre.

La reprise de l'agitation sociale, aussi bien que les importants succès de notre Parti aux dernières élections, marquent la volonté des travailleurs de défendre leurs intérêts, et la volonté de tous les éléments les plus défavorisés du pays de soutenir une politique conforme à leurs aspirations. Il ne fait pas de doute, par ailleurs, que les échecs des représentants du soi-disant libéralisme économique rendent de plus en plus évidente la nécessité de reprendre l'action pour la transformation du système capitaliste, dans le cadre duquel nous n'avons jamais cessé d'affirmer qu'il n'existait pas de véritable solution.

Il est indispensable que le Parti rappelle son opposition au régime économique actuel et rappelle ses solutions. Il est nécessaire qu'il dénonce la réaction sociale comme le fourrier du stalinisme, et le stalinisme comme l'entreprise d'esclavage la plus gigantesque qu'ait connue l'humanité.

Il serait vain pour le Parti de se perdre dans les combinaisons parlementaires et les majorités gouvernementales qui ne peuvent aboutir, dans les circonstances présentes, qu'à une action ministérielle stérile, finalement soumise aux exigences les plus mesquines d'une bourgeoisie qui a trouvé, dans les « Indépendants et Paysans », l'expression la plus dégradée de ses inerties et de ses routines.

Mais, comme seule force susceptible d'entraîner, dans la sauvegarde des libertés, tous les Démocrates de ce pays vers la révolution sociale indispensable, le Parti Socialiste doit s'efforcer de promouvoir dans le pays la création d'un Front Démocratique et Social, groupant les travailleurs et les démocrates désireux à la fois de défendre les libertés et de développer une politique de progrès dans tous les domaines.

Un tel rassemblement peut se réaliser sur la base du programme présenté en juin 1951 par le Parti Socialiste au corps électoral et dont les points suivants, qui impliquent la prise de mesures d'urgence, doivent être rappelés :

— *Augmentation du pouvoir d'achat, notamment par la fixation d'un nouveau salaire minimum garanti et par le relèvement des allocations de chômage, des pensions et allocations servies aux vieux.*

— *Amélioration de la condition morale de la classe ouvrière par le vote des projets socialistes concernant la sécurité de l'emploi et l'extension des pouvoirs des Comités d'Entreprise.*

— *Expansion économique par la construction massive de logements nouveaux, par l'extension des investissements socialement rentables dans l'industrie, l'agriculture, les territoires d'outre-mer, et par l'octroi de crédits aux consommateurs.*

— *Lutte contre l'inflation par une véritable réforme fiscale, le contrôle des prix des produits essentiels, la dissolution des ententes professionnelles contraires à l'intérêt général, la réforme de la distribution et l'organisation de l'économie.*

— *Défense de la laïcité, notamment par l'établissement d'un véritable programme de constructions scolaires.*

Après les déceptions qui ont suivi la Libération et après les conflits stériles auxquels la division « communiste » a voué la classe ouvrière, il importe plus que jamais au Parti Socialiste d'entraîner tous les démocrates conscients et tous les hommes de progrès dans sa marche en avant pour ouvrir aux travailleurs de ce pays les voies véritables de leur émancipation.

POLITIQUE INTERNATIONALE ET CONSTRUCTION DE L'EUROPE

Plus que jamais, il nous apparaît que la recherche des solutions conformes aux aspirations des travailleurs doit être utilement poursuivie dans la voie de l'unité européenne. L'Europe occidentale, qui donna le jour à la production moderne et fut le siège des grandes révolutions et des grandes réformes, voit ses populations livrées, par la décadence de ses bourgeoisies et son morcellement national, à une dépression dont les innovations politiques de plus en plus rares ne pallient plus les effets.

En réalité, même sur le plan d'une Communauté Européenne dont beaucoup ressentent le besoin impérieux, les défauts et les limites des forces politiques classiques de la bourgeoisie paralysent ou altèrent ses réalisations. Il revient au Socialisme et aux forces de gauche de promouvoir l'édification européenne et de faire en sorte qu'elle apporte, aux populations laborieuses, une amélioration sensible de leurs conditions économiques, sociales et politiques.

C'est ainsi que notre premier acte est de veiller à ce que les réalisations européennes déjà existantes, et qui doivent s'étendre aux domaines essentiels de la vie de l'Europe, ne soient pas détournées de leur but et que, sous contrôle démocratique, elles servent, non pas les intérêts particuliers des producteurs, mais les intérêts communs des populations et des travailleurs.

Ainsi pourra se poursuivre, sous le contrôle des peuples, l'unification d'un marché européen, facteur du relèvement de l'économie de l'Europe.

Dans le cadre de cette action européenne, le Parti Socialiste entend réaffirmer son adhésion au principe d'une Communauté de défense. L'évolution de la situation internationale confirme pleinement la politique que nous avons défendue au Congrès de l'an dernier. Nous souhaitons très vivement qu'au cours d'une grande confrontation générale les problèmes les plus angoissants de l'heure soient largement discutés, et nous ne renonçons pas à notre espoir de voir, un jour prochain, les peuples enfin réconciliés réduire progressivement le nombre de leurs engins de guerre et de destruction. Le début de détente qui a suivi la mort de Staline fait renaître, dans ce domaine, un optimisme encore relatif. Mais n'est-il pas évident que cette détente ne pourra s'affirmer que dans la mesure où les peuples libres persévèreront dans leur détermination de résister à toute menace d'intimidation et de chantage ? Nous devons donc poursuivre notre effort de défense, hélas encore nécessaire tant que la Russie soviétique n'aura pas manifesté nettement son désir d'entente par des propositions concrètes et par des actes. Cet effort de défense, pour être efficace, ne peut plus se poursuivre en Europe sur le plan des nations isolées. Le fait est que le développement des armes modernes rend illusoire la conception d'une défense confiée aux seules armes nationales.

Pour les Socialistes, dont il n'a pas dépendu que l'Europe soit édifiée d'abord sur le plan de l'économie et des institutions démocratiques, la Communauté de Défense est une création liée à l'édification européenne. Elle s'insère dans la constitution d'une Europe unifiée et renforcée qui, sur la carte du monde et dans le cadre désormais mieux équilibré de l'alliance atlantique, représentera un facteur de stabilité, d'autonomie, et de Paix.

La création d'une Communauté de Défense rend plus que jamais nécessaire et urgente l'instauration d'un véritable pouvoir politique européen, comportant un Exécutif efficace, réellement contrôlé par un Parlement, dont une des Chambres doit nécessairement être élue au suffrage universel direct.

Le Parti Socialiste réunira, en temps opportun, un Conseil National qui devra prendre une décision définitive sur la ratification des traités de Communauté de Défense et d'Autorité politique.

Dans cette Europe unie, il apparaît que l'Allemagne de l'Ouest a déjà sa place. Certes, les Socialistes sont des partisans non réticents de l'Unité allemande sur la base d'élections démocratiques sincères. Ils ne pensent pas que cette solution, pour laquelle ils œuvrent, doive finalement s'opposer au rassemblement dans la Communauté Européenne. Mais les propositions d'unification de l'Allemagne ne peuvent servir d'enjeu et de manœuvre dilatoire, tendant à retarder ou à compromettre l'édification européenne en cours.

La participation de la Grande-Bretagne à l'édification de l'Europe revêt toujours une importance primordiale. L'apport de ses traditions démocratiques et de ses forces économiques et sociales en ferait le partenaire le plus souhaitable. Il n'a pas dépendu du Socialisme français que la Grande-Bretagne ne joue, dans l'édification européenne, le rôle de premier plan qui lui revient. Mais en attendant son adhésion entière, et pour l'y encourager, il est nécessaire de multiplier toutes les formes d'association avec elle, tant sur le plan des institutions que sur tous les autres plans.

INDOCHINE ET UNION FRANÇAISE

L'unification européenne doit permettre d'aborder la question des territoires d'outre-mer sous un jour nouveau. Le développement des événements d'Indochine démontre l'effroyable gravité des situations auxquelles conduit la méconnaissance des problèmes qui intéressent les populations d'outre-mer. Le Parti, qui s'est opposé lors d'un Conseil National récent à la thèse de l'internationalisation du conflit, doit exiger la recherche de toutes formes de négociations susceptibles de mettre fin à la guerre le plus rapidement possible.

Dans les Territoires et Etats d'outre-mer, en particulier en Tunisie et au Maroc, la situation est grave. Il dépend en grande partie des Socialistes qu'il soit mis fin à des exactions et à des fautes qui risquent d'être fatales. Il est urgent de créer un nouveau climat d'apaisement reprenant le dialogue avec ceux qui traduisent les aspirations de ces peuples. Une politique sincère de réformes, de réalisations démocratiques, d'équipement économique, qui peut être liée avec les réalisations économiques et sociales européennes, doit être mise en œuvre, avec le concours des populations, pour réaliser l'accession à l'indépendance prévue par l'instauration de l'Union Française.

Le champ est ouvert, pour les Socialistes, à une grande action pour la Paix et l'amélioration de la condition des travailleurs. Ses objectifs répondent à la gravité et aux besoins de la situation. Par cette action, le Socialisme peut rassembler de grandes forces dans le pays, reprendre une action internationale de progrès social, et redevenir un guide.

⁂

Ont signé cette motion :

Achille AUBAN (*Groupe parlementaire : Haute-Garonne*) ; Alexandre BAURENS (*Groupe parlementaire : Gers*) ; Alix BERTHET (*Groupe parlementaire : Isère*) ; Pierre BIDEBERRY (*Seine*) ; CAZELLE (*Assemblée Union française : Loir-et-Cher*) ; Marcel DAVID (*Groupe parlementaire : Landes*) ; Germaine DEGROND (*Groupe parlementaire : Seine-et-Oise*) ; Camille DELABRE (*Comité directeur*) ; Jean DURROUX (*Groupe parlementaire : Ariège*) ; Just EVRARD (*Groupe parlementaire : Pas-de-Calais*) ; Marius FRITCHER (*Seine*) ; Albert GAZIER (*Comité directeur*) ; Félix GOUIN (*Groupe parlementaire : Bouches-du-Rhône*) ; Jean-Raymond GUYON (*Comité directeur*) ; Gérard JAQUET (*Comité directeur*) ; Pierre LABORIE (*Seine*) ; Pierre LAMARQUE (*Haute-Marne*) ; René LHUILLIER (*Seine*) ; Jean LE BAIL (*Groupe parlementaire : Haute-Vienne*) ; Kléber LOUSTAU (*Groupe parlementaire : Loir-et-Cher*) ; André LE TROQUER (*Groupe parlementaire : Seine*) ; Augustin MAURELLET (*Groupe parlementaire : Charente*) ; MAUPERON (*Alpes-Maritimes*) ; Pierre METAYER (*Groupe parlementaire : Seine-et-Oise*) ; Jean MINJOZ (*Groupe parlementaire : Doubs*) ; Eugène MONTEL (*Groupe parlementaire : Haute-Garonne*) ; Max MOREL (*Seine*) ; Emilienne MOREAU (*Comité directeur*) ; PELLAT (*Seine*) ; André PHILIP (*Comité directeur*) ; Christian PINEAU (*Comité directeur*) ; André PRADEAU (*Groupe parlementaire : Dordogne*) ; Pierre RENAUDEL (*Var*) ; André REY (*Groupe parlementaire : Haute-Garonne*) ; Jacques ROBIN (*Seine*) ; Gérard ROSENTHAL (*Seine*) ; Jacqueline ROSSEL (*Seine*) ; René SCHMITT (*Groupe parlementaire : Manche*) ; Jean SILVANDRE (*Groupe parlementaire : Soudan*) ; Jean TEXCIER (*Comité directeur*).

MOTION SUR LES STATUTS

●

G. DEFFERRE, qui avait été, au Congrès de 1952, le rapporteur de la motion sur les rapports entre le Comité Directeur et le Groupe Parlementaire et qui avait suivi le débat sur la réforme des Statuts, nous fait parvenir le texte ci-dessous :

Le dernier Congrès National a, sur la demande de quelques camarades, posé le principe que les règles qui déterminent les modalités de l'élection du Comité Directeur pourraient être modifiées.

Trois principes ont été évoqués pour une modification éventuelle du système actuel :

1° *Le système de la représentation régionale ;*

2° *Le système de la représentation des tendances suivant la règle proportionnelle ;*

3° *La limitation du nombre de parlementaires au Comité Directeur.*

I. — LE SYSTÈME DE LA REPRÉSENTATION RÉGIONALE

Le Parti Socialiste est une organisation fédérale, établie géographiquement sur le plan départemental et non pas régional.

Il n'y a pas dans le Parti tel qu'il existe actuellement, et personne ne demande de modification à ce sujet, des instances régionales.

Personne n'envisage de grouper plusieurs départements pour former des régions dotées d'une administration

propre, ayant autorité sur plusieurs départements, un appareil administratif régional, formant une entité politique indépendante de celle des Fédérations départementales.

Personne ne demande la création d'une autorité « supra-départementale » réunie et délibérant à l'occasion d'un Congrès ou d'un Conseil National.

Les votes par mandats sont établis et décomptés par Fédérations départementales et personne ne demande qu'il en soit autrement.

Si cela était demandé, il faudrait réviser toute la structure du Parti, toute son organisation.

Il n'est donc pas possible, si on conserve les Fédérations départementales auxquelles personne ne veut renoncer, d'élire les membres du Comité Directeur suivant un système de représentation régionale qui serait artificiel et même contradictoire avec la structure actuelle du Parti qui n'est pas en cause.

De plus, le Comité Directeur est l'émanation du Congrès National. C'est un organisme élu au suffrage universel et direct par les membres du Congrès. Imposer la représentation régionale reviendrait, soit à introduire des limitations et des fractionnements géographiques dans le Congrès, soit à instituer un système d'élection à deux degrés, système contraire à l'esprit des Statuts qui font des Congrès l'instance souveraine du Parti.

L'élection du Comité Directeur suivant la règle de la représentation régionale a d'ailleurs été déjà examinée et rejetée par le Parti, notamment lors du Congrès de 1945. Il n'est pas souhaitable de remettre toujours en cause ce qui a déjà fait l'objet de décisions.

II. — LE SYSTÈME DE LA REPRÉSENTATION DES TENDANCES SUIVANT LA RÈGLE PROPORTIONNELLE

Le Parti a abandonné depuis la guerre ce système, d'une part parce que dans le passé, de 1920 à 1939, la cristallisation des tendances s'est révélée néfaste pour le Parti lui-même, d'autre part parce que la situation actuelle est telle qu'il n'existe plus de véritable classement des camarades par tendances.

De 1920 à 1939, trop souvent les forces du Parti ont été accaparées par l'organisation et la lutte des tendances au détriment de l'action contre nos adversaires. La violence de ces luttes a été telle qu'elle a parfois abouti à des scissions et, par conséquent, à un affaiblissement du Parti.

Depuis, la plupart des camarades qui avaient quitté le Parti y sont revenus. Ils militent et s'expriment librement à l'intérieur du Parti, peuvent saisir les Congrès de motions sur lesquelles des votes sont émis. Les principes démocratiques sont respectés. Les modifications intervenues dans la composition du Comité Directeur, depuis quelques années, et l'élection de camarades souvent opposés au cours d'un même Congrès sur certains problèmes prouvent que, en réalité, le Comité Directeur représente bien la pensée des militants.

Organiser la représentation proportionnelle des tendances serait en réalité pousser à la création et au maintien des tendances, non pas parce qu'il existe des différences de conception, mais pour permettre d'avoir accès au Comité Directeur.

Ce serait aussi enfermer les camarades ainsi élus dans une attitude majoritaire ou minoritaire pour l'ensemble des problèmes, alors que l'expérience prouve qu'il n'y a pas de classement général des camarades, mais un classement qui se fait à l'occasion de chaque grande question.

Par exemple : les camarades qui sont contre l'Armée européenne ne sont pas d'accord entre eux sur toutes les autres questions comme la Tunisie, l'Indochine, la politique Outre-Mer, le Maroc, la politique économique et financière.

Parmi ceux qui sont d'accord sur le problème de Tunisie, il y a des partisans et des adversaires d'une certaine forme de l'organisation européenne.

Parmi ceux qui sont, en général, participationnistes, il y a des partisans et des adversaires d'une certaine forme d'économie dirigée.

A l'occasion d'une investiture on voit, suivant les cas, se faire des reclassements de camarades qui, hier, étaient opposés et qui, le lendemain, sont d'accord entre eux.

Les grands courants qui, avant la guerre, réunissaient les camarades d'une même tendance n'existent plus. La dernière crise ministérielle l'a illustré plus que toute autre. C'est en fonction des événements que chacun se situe, qu'il s'agisse de la politique intérieure, financière ou économique, ou de la politique internationale ou d'Outre-Mer.

Les événements vont si vite qu'il n'est pas possible de prétendre grouper pour un an des camarades, de former une véritable tendance qui présenterait des candidats au Congrès National, et de demander à ces camarades de rester unis sur tous les problèmes pendant un an.

LEON BLUM lui-même, auquel des camarades se réfèrent, l'a si bien compris que, quand il a rédigé les nouveaux Statuts du Parti, en 1946, il a préconisé la suppression de la représentation des tendances à la proportionnelle. Il ne faut pas oublier, en effet, que c'est lui qui présidait la Commission qui a établi le texte des Statuts qui ont été adoptés avec son assentiment par le Congrès.

III. — LA LIMITATION DU NOMBRE DE PARLEMENTAIRES

Les Statuts limitent à dix le nombre de Parlementaires pouvant être membres du Comité Directeur.

Des propositions opposées demandent les unes la réduction, les autres l'augmentation de ce nombre.

Il est évident que l'on peut trouver des arguments valables et sérieux dans les deux sens.

L'expérience a prouvé que l'on se trouvait en présence d'une double préoccupation :

— D'une part, les militants désirent que la prépondérance soit assurée aux camarades non parlementaires pour des raisons qui ont été si souvent évoquées qu'il n'est pas nécessaire de les développer à nouveau ;

— D'autre part, les rapports entre le Comité Directeur et le Groupe parlementaire ont donné lieu à difficultés. Un équilibre a été trouvé, un système a été adopté lors du dernier Congrès par 3.178 mandats contre 471 et 59 abstentions.

Modifier dans un sens ou dans un autre le nombre des Parlementaires pouvant être élus au Comité Directeur risquerait de tout remettre en cause et de faire renaître la querelle Comité Directeur-Groupe, ce qui n'est pas souhaitable pour le Parti.

⁂

Enfin, il est, semble-t-il, désirable de doter le Parti sinon de Statuts définitifs, en tout cas d'un texte statutaire qui ne soit pas modifié chaque année au gré des événements.

L'expérience de ces dernières années prouve que le système actuellement en vigueur a donné d'assez bons résultats. Il semble qu'il y ait intérêt à attendre, avant de le modifier, que des événements importants et une nouvelle expérience de quelques années aient prouvé qu'il y avait véritablement intérêt à changer l'état de choses actuel. Faute de quoi, les Statuts seront perpétuellement en chantier, soumis à toutes les fluctuations de l'actualité et perdront leur véritable caractère.

MOTION PRÉSENTÉE PAR LA SECTION D'ABBEVILLE

●

La section d'Abbeville rappelant la position adoptée à plusieurs reprises par la Fédération Socialiste de la Somme :

Constate que la désignation des membres du Comité Directeur du Parti se faisant depuis la Libération au scrutin majoritaire, il est pratiquement impossible à un camarade d'être élu s'il n'a obtenu l'accord des délégués des trois ou quatre plus grosses fédérations du Parti.

Demande, pour assurer le jeu de la démocratie intérieure du Parti, que les membres du Comité Directeur soient, à partir du Congrès des 2, 3, 4 et 5 juillet, élus après le vote de la motion politique du Congrès National, que chaque courant de pensée ait droit à un nombre de représentants proportionnel au nombre de suffrages obtenus lors du vote de cette motion politique.

La section d'Abbeville, pour préciser sa pensée, rappelle les passages du discours du citoyen Léon BLUM prononcé au Congrès de Tours, le 27 décembre 1920, en réponse aux thèses « communistes » :

« *Ainsi, quand le Parti inscrivait dans ses Statuts que « la liberté de discussion était entière, que la presse était « libre, ce n'était pas de vagues notions démocratiques « introduites dans nos constitutions socialistes, c'était une « règle tirée de l'essence même de ce que doit être le « Parti Socialiste.*

« *Et la représentation proportionnelle, croyez-vous « qu'elle ait un autre objet ? la R.P. — c'est là qu'est son « importance capitale — n'était pas faite pour partager « la direction entre diverses tendances car, malgré tout, « la loi des majorités existait dans le Parti au point de « vue de l'action. Quand une majorité de Congrès ou une « majorité de C.A.P. avait pris une décision, l'action de « tous les membres du Parti était engagée. L'importance « de la R.P. n'était pas une importance politique ; c'était « quelque chose de bien plus haut : c'était une importance « morale. La R.P. était le gage matériel de la liberté de « pensée.* (Très bien ! sur certains bancs, applaudissements.) *La R.P. n'avait d'autre sens, dans notre Parti « — par cela même qu'il est de l'essence du Socialisme « de grouper tous les travailleurs, tous les prolétaires de « tous les pays — que, à l'intérieur de la conception centrale du Socialisme, toutes les variétés de pensées et « d'opinions étaient tolérées. Chacune de ces opinions, « chacune de ces nuances avait sa part, sa juste part, sa « libre part, dans l'élaboration de la pensée et de la « volonté communes. Voilà ce que signifiaient ces dispositions, qu'il ne suffit pas de lire dans des Statuts en « disant : Nous reviserons ceci, nous abrogerons cela. Ces « idées tenaient à l'essence même de notre Parti ; et nous « ne pouvons les faire disparaître sans transformer ce « Parti dans son essence. »*

Transmis par le Secrétaire Fédéral Politique :

Max LEJEUNE.

Pour un Rassemblement Socialiste Démocratique et Révolutionnaire

●

POLITIQUE INTERIEURE

La réaction française s'est regroupée. Elle a repris conscience de ses chances de survie dans le cadre des institutions traditionnelles, au besoin adaptées par le retour aux décrets-lois. Elle a écarté la solution bonapartiste trop risquée et le R.P.F. est entré en décomposition. Plus bornée et plus agressive que jamais, elle n'envisage que la défense égoïste de ses privilèges en face du marasme économique menaçant, les palliatifs financiers et monétaires classiques en face des déficits croissants, et la dictature en Tunisie ou la guerre en Indochine pour faire face aux exigences légitimes des peuples coloniaux en marche vers leur émancipation.

En trois ans, cette réaction aveugle et routinière n'a su que tripler le chiffre de ses dépenses militaires et aggraver considérablement le niveau de vie des travailleurs. L'heure est venue, pour le Parti Socialiste, de prendre la tête du mouvement de protestation et de revendication des masses populaires. Son programme d'action a été tracé et présenté au pays en juin 1951 : il apporte des solutions immédiates aux grands problèmes du bien-être, de la liberté et de la Paix ; il lui faut aujourd'hui mobiliser, autour de ce programme, toutes les forces authentiquement démocratiques et ouvrières : si le stalinisme a encore une influence redoutable pour la sauvegarde des libertés publiques, c'est parce que la classe ouvrière n'a pas encore reconnu dans le Parti Socialiste, son expression la plus fidèle et la plus efficace ; la première tâche que doit se fixer le 45e Congrès doit donc consister à développer un effort intense de propagande et de recrutement, d'initiative et de pénétration, dans tous les milieux populaires, en vue de préparer l'opinion aux transformations nécessaires du régime économique et social ; cet effort devra se poursuivre méthodiquement, à travers tout le pays, de manière à faire face à toutes les éventualités, y compris celle de la dissolution de la Chambre.

POLITIQUE INTERNATIONALE

L'élection d'Eisenhower et surtout la mort de Staline ont profondément modifié les données d'une politique Socialiste Internationale depuis le 44e Congrès, d'une part; l'influence directe des réactionnaires américains sur la stratégie politique de l'Ouest et, d'autre part, la nette modification d'atmosphère qui a suivi la mort du tyran, soulignent mieux encore qu'il y a un an la nécessité et aussi la possibilité d'une véritable politique autonome du Socialisme Démocratique ; d'ailleurs, aucun progrès sérieux ne peut être attendu, en politique intérieure, si la politique internationale du mouvement socialiste manque de clarté, de conviction profonde, d'élan passionné vers la Paix et vers la justice pour tous les hommes comme pour tous les peuples.

Le Parti Socialiste S.F.I.O. et l'Internationale devront donc traduire en actes la volonté de Paix et d'émancipation de tous les travailleurs :

— en exigeant la cessation des hostilités partout où l'on se bat ;

— en soumettant tous les conflits entre puissances à l'arbitrage international ;

— en respectant scrupuleusement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;

— en favorisant les négociations entre les grandes puissances sous le contrôle de l'opinion mondiale, en vue de la consultation des peuples de Corée, du Viet-Nam, de Tunisie, d'Allemagne ;

— en ajournant toute ratification du projet de traité d'armée européenne, afin de favoriser le règlement pacifique des conditions de la réunification démocratique de ce pays ;

— en prenant enfin comme base de départ, le fait du non-réarmement actuel de l'Allemagne de l'Ouest pour entreprendre une vaste campagne populaire exigeant le désarmement général et contrôlé ;

— en étalant les programmes actuels d'armement qui grèvent terriblement l'économie inorganisée des pays européens ;

— en recherchant enfin systématiquement l'accord permanent de tous les Partis Socialistes autour d'une même politique internationale, aussi indépendante des influences impérialistes capitalistes que des hypocrisies impérialistes totalitaires.

LA RÉVOLUTION EUROPÉENNE

Les nationalismes étroits et les technocraties militaires ont porté un préjudice considérable à l'idée de l'unification européenne, en vue de la constitution libre et spontanée d'une véritable communauté politique prenant en charge les intérêts communs à tous les peuples du continent et intervenant sur la scène internationale, comme une force indépendante des blocs impérialistes, mais solidaire des peuples de tous les pays dans une commune résistance à la guerre et à la tyrannie.

Les disputes sordides autour des mines de la Sarre, alors même que commence à fonctionner la Communauté Acier-Charbon , les faveurs révoltantes des autorités et des puissances financières américaines à l'égard des industriels de la Ruhr qui avaient été à l'origine du nazisme, ou à l'égard de Franco, bourreau du peuple espagnol, ont jeté un discrédit redoutable sur un processus d'intégration économique européen dont seuls les technocrates, les grands trusts et les militaristes pourraient être les

bénéficiaires.

Il importe donc que le mouvement historique vers l'unification de l'Europe soit énergiquement pris en charge par les travailleurs syndicalistes et socialistes eux-mêmes et par leurs organisations, adaptées aux objectifs fondamentaux de la révolution européenne :

— planification et cogestion des industries de base ;
— élection au suffrage universel d'un Parlement européen à pouvoirs réels, auquel seraient déléguées les fonctions essentielles relatives à la sauvegarde de la Paix, à la reprise des échanges internationaux, à la constitution enfin, en accord avec les autres nations, d'un fonds mondial d'investissements en direction des pays sous-développés.

C'est dans la mesure où les travailleurs Socialistes et Syndicalistes européens se montreront capables de conquérir pacifiquement le cadre du continent, pour développer leur offensive de classe, qu'ils retrouveront l'audience des grandes puissances du monde entier, liquideront sans guerre l'influence stalinienne, et feront la preuve de la supériorité d'une économie socialiste sur le chaos capitaliste ou la barbarie totalitaire.

Aussi, le 45e Congrès poursuivra son effort de persuasion, auprès des autres Partis de l'Internationale, en vue de la convocation d'un véritable Congrès Socialiste Européen, chargé d'élaborer démocratiquement le programme d'action vers la révolution socialiste européenne: les organisations yougoslaves devraient être invitées à participer à ce Congrès Socialiste Européen.

L'UNION FRANÇAISE

Le Congrès réaffirme sa doctrine anti-impérialiste et proclame sa solidarité inconditionnelle avec les peuples opprimés. Il dénonce les crimes des impérialistes français qui ont ensanglanté la Tunisie, livré les peuples d'Indochine à l'influence néfaste du stalinisme, alors qu'une politique socialiste comme celle des travaillistes en Inde, Birmanie, Ceylan, aurait fait de ces peuples des amis et des alliés des démocraties. Le Congrès fait siennes les résolutions de Rangoon ; il invite, en outre, le C.D. à créer à Paris (comme le Labour Party vient de le faire à Londres), un Bureau de liaison permanente entre la S.F.I.O. et les mouvements d'émancipation des peuples de l'Union française sympathiques au Socialisme international.

SUR L'ACTION DU PARTI AU COURS DE L'ANNÉE 1952-1953

Le Congrès se félicite des progrès réalisés par le Parti, grâce à sa politique d'opposition et à la combativité de ses militants et élus : il considère toutefois comme infiniment regrettable l'attitude du G.P. dans le scrutin 1469, du 23 janvier, au cours duquel ont été votés tous les crédits militaires et de la guerre d'Indochine. Ce scrutin, manifestement contraire à la volonté du Congrès, n'a pu se produire qu'en raison d'un manque de vigilance que le C.D., après enquête, est invité à sanctionner. Il invite dorénavant le G.P. à s'en tenir à la décision unanime du Congrès de 1949, qui fait obligation de voter contre les crédits militaires lorsque le volume de ceux-ci dépasse 25 % du total du budget. Conformément en outre à la politique de Paix définie par les précédents Congrès sur les problèmes d'Indochine, le G.P. devra voter contre les moyens de continuer une guerre sans issue et sans objectifs avoués ; il devra dénoncer en outre toutes les corruptions scandaleuses et tous les trafics honteux des puissants intérêts qui ont voulu cette guerre.

SUR LA TACTIQUE DITE DE "FRONT UNIQUE"

Le Parti ne se contentera pas de refuser les offres du P.C. en vue de l'action commune : il prendra lui-même toutes initiatives de nature à rassembler au maximum les travailleurs dans la lutte contre la réaction, sans jamais se laisser confondre avec les dirigeants totalitaires : la réponse aux propositions hypocrites des manœuvriers du « Front Unique » se trouve dans l'application d'une politique de classe exprimant clairement les besoins et les aspirations des travailleurs : pour la Paix, le plus grand des combats ; pour la liberté sans laquelle il n'y a pas de Socialisme. Le Parti Socialiste revendique la direction de la lutte, aussi bien contre la réaction militaire et cléricale que contre l'imposture stalinienne ; tout progrès réalisé sur un front affaiblira l'autre. L'heure de l'offensive socialiste est venue.

Ont signé cette motion :

Mireille OSMIN (*Seine*) ; Charles LANCELLE (*Seine*) ; Marceau PIVERT (*Seine, membre du Comité Directeru*).

UN PARTI EN CRISE DANS UN PAYS EN CRISE

●

Le Parti Socialiste souffre depuis quelques années d'une crise sérieuse qui risque d'aller en s'aggravant : le fait n'est pas discutable.

La chute de nos effectifs et une grave perte de suffrages depuis 1945 en administrent la preuve par l'arithmétique. On peut en trouver des signes plus graves sur le plan moral. Le résultat des dernières élections municipales nous a un peu rassurés, mais ne saurait nous incliner à une dangereuse euphorie : il est clair que nous avons surtout profité de l'effondrement du R.P.F. qui avait réussi à se rallier d'importances forces de gauche d'origine résistante ; le résultat des élections dans les campagnes est beaucoup moins satisfaisant que dans les villes.

Nous manquerions au plus essentiel courage, désigné par Jean JAURES : VOIR LA VERITE ET LA DIRE,

si nous ne savions devant notre Congrès découvrir ou reconnaître que NOTRE PARTI EST EN CRISE DANS UN PAYS EN CRISE.

Les hommes ne sauraient en être rendus responsables et aucun procès d'aucun dirigeant ne saurait s'instituer.

Mais nous avons le devoir de signaler que notre propagande, telle qu'elle est actuellement nourrie et conduite, ne sait pas soulever l'enthousiasme de ce pays, ne sait pas répondre à ses préoccupations essentielles et ne saurait exalter davantage les millions d'amis que nous devrions avoir dans le monde.

UN PROGRAMME PLUS SIMPLE, PLUS CLAIR, PLUS IMAGÉ

Et pourtant, notre Parti garde de magnifiques ressources : il profite d'un héritage spirituel — JAURES, GUESDE, Léon BLUM — sans égal ; il a installé dans tout le pays, à la tête de nombreux départements et de milliers de communes, un cadre solide de conseillers généraux, de maires et de conseillers municipaux ; là où il est organisé et sait batailler selon ses meilleures traditions de courage et d'intelligence, sans sectarisme, il attire à lui la jeunesse. Il conserve, en un mot, de puissantes disponibilités.

Mais il doit au plus tôt fixer un programme plus simple, plus clair, tout en images, qui puisse autant frapper les imaginations que séduire les cœurs. Nos aînés ont bâti leurs victoires du début du siècle ou de 1936 sur quelques mots magiques lourds de sens, sur quelques images caractéristiques. **Il faut renouveler et simplifier l'album de notre propagande.**

CONTRE LE CHAUVINISME DE PARTI

Nos aînés ont aussi bâti leurs victoires, à l'échelle humaine, sur des sentiments tels que la générosité, la tolérance, la compréhension, sans lesquels l'enthousiasme ne saurait se lever. Gardons-nous du sectarisme, de la sévérité trop prompte et du chauvinisme de Parti qui est plus redoutable que n'importe quel autre fanatisme : cela ne nous empêchera pas d'être fermement fidèles et attachés à notre conviction et à notre idéal. Ne soyons pas un « monde fermé » : soyons un « monde ouvert » où les plus nobles émulations se rejoignent et où les médiocres oppositions sont obligées de disparaître. **Engagés dans une longue lutte contre les féodalités, gardons-nous vivement d'être trop féodaux nous-mêmes.**

AU SERVICE DES HOMMES

Un programme ?

1° **Sur le plan social d'abord,** préconiser une politique audacieuse et vaste : construction de logements pour tous les misérables de la nation ; extension, à toutes les catégories de travailleurs, des avantages de la Sécurité sociale ; **mise sur pied d'un programme courageux de lutte contre l'alcoolisme, ce fléau national.**

2° **Sur le plan spirituel et scolaire,** continuer certes de défendre l'école laïque de toute notre énergie, en proposant surtout un plan quinquennal de constructions nouvelles, en mettant à la disposition de nos maîtres les techniques les plus modernes, parce que nous savons trop que les réactionnaires, autant que les staliniens, travaillent à l'asservissement intellectuel de nos populations et que la lutte contre l'ignorance est le premier combat du Socialisme, mais faire connaître en même temps, solennellement, inlassablement, que nous ne sommes pas des sectaires, que nous respectons toutes les formes de foi et de religion et que catholiques, protestants, juifs et musulmans peuvent, aussi bien les uns que les autres, se mettre dans nos rangs au service du Socialisme et de l'Homme.

3° **Sur le plan ouvrier,** rendre digne la condition matérielle et morale du monde du travail.

D'abord, élever les salaires, : l'anarchie libérale, la dépréciation de la monnaie, l'incohérence de notre système des prix ont permis au patronat et à la spéculation d'annuler toutes les augmentations de salaires accordées successivement au cours de ces dernières années, ainsi que les importantes réformes de structure faites dans le salaire (développement des prestations familiales, atténuation des différences de zone et des disparités entre les salaires masculins et féminins, des adultes et des mineurs, etc...). De même ont été réduites à néant et par les mêmes moyens toutes les tentatives de transfert de revenus. La masse des salaires, avantages sociaux compris, ne dépasse pas ce qu'elle représentait avant guerre dans le revenu national malgré une production accrue.

L'aménagement des conditions de travail dans l'usine ou l'atelier, l'organisation des loisirs et l'hygiène, la participation à la gestion des entreprises, le prélèvement d'une part des bénéfices des entreprises au profit des ouvriers ou de leurs œuvres sociales, la formation des apprentis, la promotion ouvrière, le classement des ouvriers aux différentes périodes de leur vie, selon leurs aptitudes physiques et psychotechniques, autant de questions d'une importance capitale qui doivent passionner les Socialistes qui, plus qu'aucun autre parti, ont « la vocation de l'humain ».

4° **Sur le plan agricole,** bien distinguer, socialement et fiscalement, entre les petits paysans, habitant des pays pauvres, dépourvus de moyens modernes de culture, pratiquant en fait l'échangisme, et ceux dont la condition s'apparente de plus en plus à celle des industriels. Il est inadmissible que les seconds se servent des premiers pour éluder leurs devoirs.

Instituer des prix garantis pour les cultures vitales. Organiser les marchés. Rapprocher les producteurs des détaillants et des consommateurs au lieu de les livrer pieds et poings liés à d'innombrables intermédiaires, idées lancées par les Socialistes, approuvées par tous, proclamées par les organisations professionnelles les plus réactionnaires mais non encore réalisées.

Développer l'équipement agricole sous toutes ses formes.

Artisans et petits commerçants : Les placer, du point de vue social, sur le même pied que les autres travailleurs.

Instaurer un système fiscal qui ne fasse pas d'eux les collecteurs **bénévoles et suspects**, aux yeux de l'administration, d'impôts et de taxes de consommation.

Promouvoir une politique de crédits spéciaux à l'artisanat destinée :

a) à favoriser l'ouverture de débouchés étrangers aux productions d'élite de l'artisanat ;

b) à permettre aux métiers artisanaux, dépassés par le progrès, de se renouveler ou de se transformer afin d'éviter la mort lente de centaines de milliers d'artisans français.

Les épargnants : Il est faux de dire que les Socialistes sont les ennemis de l'épargne ; c'est le capitalisme qui, fatalement et périodiquement, détruit l'épargne. Les finances publiques doivent être gérées pour eux et non pas pour les spéculateurs comme on l'a vu récemment.

VOIR GRAND ET JUSTE

Aucune réforme sociale, économique et même fiscale n'est durable sans le support d'une monnaie solide. Les Travaillistes, à cet égard, nous ont laissé un magnifique enseignement.

Toute réforme sociale, économique et fiscale a besoin d'être consolidée par un accroissement de la richesse collective.

C'est ici qu'il faut voir grand et juste.

La modernisation de la France, commencée avec le Plan Monnet, doit continuer avec un autre Plan qui nous mettra à même d'accroître notre production, de baisser nos prix et d'exporter.

La première préoccupation du Plan doit être de diminuer les prix de revient qui nous écrasent, déséquilibrent notre balance des changes et jettent notre économie dans la torpeur et le chômage. Toute autre considération conduit à la faillite.

La productivité doit être poussée, non pas comme le désirent certains, pour donner à des catégories particulières de salariés des rémunérations supplémentaires et faire oublier la notion de minimum vital, mais pour produire à de meilleures conditions et à des prix plus abordables les objets destinés aux masses.

Il faut produire beaucoup pour vendre à tous et à meilleur marché, au lieu de produire peu, pour vendre cher à quelques privilégiés.

Si le patronat ne comprend pas cela, il devra être mis au pas.

Une telle politique doit prendre place dans le cadre d'échanges internationaux multipliés :

a) **par l'intégration économique des nations européennes qui accroîtra le volume des biens mis à la disposition des masses européennes que les frontières économiques ne tronçonneront plus ;**

b) **par le rétablissement des échanges entre l'Ouest et l'Est ;**

c) **par la mise en valeur du continent africain et des pays d'outre-mer ;**

d) **par le rétablissement d'un statut monétaire normal entre les Nations.**

LES PROBLÈMES URGENTS DE L'UNION FRANÇAISE

Continuer à travailler à obtenir une négociation immédiate en Indochine, la fin de l'aventure la plus insensée de toute notre histoire.

S'opposer résolument à la politique actuellement menée en Tunisie et au Maroc, qui risque de faire de ces territoires une autre Indochine.

Rechercher avec les représentants valables des peuples tunisien et marocain, dans un climat de détente, une formule constructive qui, satisfaisant l'aspiration légitime des Tunisiens et des Marocains à l'autonomie, rende possible leur association nécessaire à l'Union Française.

CONTRE LA PSEUDO-ARMÉE EUROPÉENNE. A LA RECHERCHE DE LA PAIX

Prendre position contre la pseudo armée européenne telle qu'elle est présentée dans les traités de BONN et de PARIS.

Des recommandations, faites par le Parti avant la conférence de LISBONNE, aucune n'a été écoutée. Des conditions auxquelles nous avons subordonné l'acceptation de ratifier les accords, aucune n'a été satisfaite. L'armée des traités de BONN n'aura d'Européen que le nom. Ses plus gros effectifs seront uniquement composés de Français et d'Allemands. Elle sera à peu près une armée franco-allemande, les Scandinaves n'acceptant même pas l'idée d'y participer et les **Anglais ne lui accordant qu'une association toute littéraire.**

Et dire à nos amis et alliés la vérité :

« La politique que vous nous imposez — et que nous paraissons accepter pour bénéficier de dons financiers — tourne le dos à la vraie sécurité. Nous ne pouvons tout à la fois combattre et faire face aux nécessités de la défense européenne ; il en résulte des dépenses militaires qui excèdent nos moyens et qui entraînent, avec l'inflation sans frein, la désintégration de notre économie, de même que le manque de sécurité provoque chez tous le scepticisme et une crise civique et morale. »

L'exigence la plus pressante de l'heure actuelle est, pour la France, de restaurer, par priorité, son économie et de raffermir ses fondements. C'est la condition nécessaire d'une action internationale efficace, fondée sur une indépendance réelle, hors de laquelle il n'y a pas de politique valable.

La France ne doit pas être à la remorque, elle doit traiter de pair à pair avec ses alliés. **Elle n'entend point travailler pour une Europe soumise à quelque « Grand » que ce soit, et elle aspire de toutes ses forces à participer, en toute souveraineté, à une explication devenue nécessaire, approfondie et globale des questions pendantes entre l'Ouest et l'Est.**

Le Socialisme ne doit pas laisser à des hommes qui ne se réclament pas de lui — comme Churchill et Eisenhower — le soin de réclamer une telle explication, préface obligée de la Paix.

C'est lui qui doit lancer le message de Paix attendu par le monde entier ; c'est à quoi doit s'employer la grande voix de l'Internationale.

Ont signé cette motion :

Arthur CONTE (Pyrénées-Orientales) ; GORSE (Vendée) ; Robert LACOSTE (Dordogne) ; Jean MONTALAT (Corrèze) ; SIBUE (Savoie).

POUR UN SOCIALISME DE CLASSE

« Le Parti Socialiste est un parti de classe qui a pour « but de socialiser les moyens de production et d'échange, « c'est-à-dire de transformer, le plus rapidement possi- « ble, la société capitaliste en une société collectiviste « ou communiste. Par son but, par son idéal, par les « moyens qu'il emploie, le Parti, tout en poursuivant la « réalisation de réformes immédiates, n'est pas un parti « de réforme mais un parti de lutte de classes et de révo- « lution. » (*Art. 1er des statuts du Parti de Jaurès et de Guesde.*)

Ainsi que le rappelait SEMBAT, au Congrès de Tours en 1920, lorsqu'on invitait JAURES à déclarer qu'il n'attendait la transformation sociale que des voies légales, JAURES a toujours répondu :

« Je ne ferai pas cette déclaration. Un peuple exproprié « a le droit d'employer tous les moyens sans exclure « aucun moyen violent. »

Si elle avait réalisé son unité et si elle en avait la puissance, la classe des travailleurs aurait déjà fait sa révolution, soit par les voies légales, soit par la force.

En état de combat permanent contre la classe dirigeante et le régime qui organise son exploitation, **la classe ouvrière ne saurait donc, à aucun moment, être neutre ni sur le plan social, ni sur le plan international.** En toutes circonstances elle doit agir dans le sens de ses intérêts propres, dans le sens de la destruction du capitalisme et de la victoire de la République socialiste.

LA COLLABORATION DE CLASSE DÉTRUISAIT LE PARTI SOCIALISTE

L'essai de Léon BLUM de rester au gouvernement en 1937 — malgré la « pause » — pouvait être utile à titre de moyen d'éducation politique des travailleurs. Il s'agissait de savoir si la bourgeoisie était capable de comprendre spontanément que la barrière au bolchevisme ne pouvait être établie qu'à la hauteur du Socialisme.

Il fallait peut-être que l'expérience fut tentée. Elle a apporté la preuve que seule une conquête de haute lutte du pouvoir politique par la classe ouvrière peut instaurer le Socialisme, comme le Parti Socialiste l'a toujours proclamé depuis qu'il existe.

L'échec est complet. Depuis 1937, les travailleurs ont perdu 30 % de leur pouvoir d'achat. Une misère effroyable règne parmi les plus désavantagés. Les suicides des indigents et des vieillards ne se comptent plus, alors que la richesse de quelques-uns s'étale orgueilleusement.

La « république » des profiteurs et des margoulins préfère le risque du bolchevisme aux limitations amiables et spontanées des privilèges et des profits proposées par les Socialistes.

Conduite par un patronat de combat, la majorité bourgeoise refuse d'appliquer l'échelle mobile, amnistie la fraude fiscale, propose de reculer l'âge de la retraite au moment où sa politique augmente le nombre des chômeurs, et met sur pied un programme d'austérité destiné à donner confiance aux possédants en faisant supporter aux travailleurs la politique d'armement et les frais de la guerre en Indochine.

L'OPPOSITION DE CLASSE EST PAYANTE

Le Parti en a pris acte ; il s'est dégagé des compromissions et rompt chaque jour un peu plus avec un régime abominable que ses profiteurs ne défendent même plus, pour lequel il ne consentent aucun sacrifice, espérant seulement, dans un état d'esprit de décadence, qu'il durera autant qu'eux.

Quelques résultats satisfaisants aux élections municipales nous indiquent que nous sommes sur la bonne voie. Le Parti décide d'intensifier violemment la lutte contre la majorité bourgeoise, pour la défense des droits acquis par la classe ouvrière, la revalorisation du pouvoir d'achat, la réforme fiscale (notamment en ce qui concerne les agriculteurs et les professions libérales, scandaleusement avantagées par des forfaits ridicules) pour l'échelle mobile des salaires et toutes les revendications présentées par les syndicats libres.

UNITÉ DES TRAVAILLEURS DANS UN PARTI DE CLASSE

Sur le plan syndical, les Socialistes assureront la cohésion de toutes les forces ouvrières, en lutte contre le régime capitaliste, en s'opposant à toute déviation de l'action revendicative au profit de la stratégie de la Russie stalinienne.

Sur le plan politique, ils exerceront une pression constante, fraternelle et idéologique, sur les sections « communistes » locales, en établissant la nécessaire distinction entre les travailleurs « communistes » et les chefs staliniens qui les trompent. **L'unité d'action à la base est possible si les travailleurs « communistes » désapprouvent la politique de division et de trahison des dirigeants staliniens** qui, dans tous les pays, dès qu'ils sont au pouvoir, suppriment les organisations socialistes, anarchistes, communistes-trotskystes, maçonniques, etc., massacrent ou déportent les ouvriers qui en font partie, suppriment les journaux ouvriers, les libertés ouvrières, le droit syndical, le droit de grève, instituent le salaire au rendement, attachent les ouvriers à l'usine, interdisent tous contacts et font du travail forcé dans les camps

de concentration un élément essentiel d'une productivité à bon marché.

COMITE DIRECTEUR

En vue de faciliter la réunification de la classe ouvrière au sein du Parti Socialiste, le Congrès décide de modifier immédiatement les Statuts du Parti en rétablissant la **représentation proportionnelle des courants d'idées exprimés au Congrès, lors de la formation du nouveau Comité Directeur.** Il est indispensable que toutes les conceptions ouvrières et socialistes retrouvent les moyens licites d'expression qui découlaient de la charte d'unité de 1905.

LUTTE POUR LE LOGEMENT ET LA CONSTRUCTION DES ÉCOLES

Il est de plus en plus évident que le capital privé se désintéresse de la construction d'immeubles à usage d'habitation et que les collectivités publiques sont hors d'état de pourvoir aux besoins de la population. Par **centaines de mille**, des travailleurs sont privés de foyer, s'entassent dans des locaux immondes, quelques-uns dans des caves, ou subissent l'exploitation de marchands de sommeil à 300 francs la nuit, alors que des possédants vivent parfois seuls dans des appartements de huit à douze pièces.

Le Parti se prononce pour la Socialisation d'urgence de la propriété bâtie dans les communes d'une certaine importance, pour la gestion de l'habitat par les Fédérations syndicales intéressées, qui affecteront les loyers à la réfection des immeubles et des constructions nouvelles.

Sur le plan laïque, le Parti ne saurait accorder son investiture, ni sa confiance, à tout gouvernement qui refuserait d'abroger la loi Barangé et d'affecter à la construction des écoles de l'Etat les crédits **actuellement alloués aux écoles privées.**

LUTTE POUR LA PAIX

1° La lutte pour la Paix est inséparable de la lutte contre le capitalisme. Il faut en finir avec le colonialisme.

Au sujet de l'Indochine, le Parti exige que l'on mette fin à l'effusion de sang en proposant la médiation de gouvernements neutres, en s'inclinant à l'avance devant leur décision.

2° **Pour éviter les révoltes dans les autres territoires,** le Parti mandate son groupe parlementaire et lui donne mission de déposer (avec demande de discussion immédiate) un projet de réforme de l'Union Française sur une base strictement fédérative, **avec exacte et fraternelle égalité de droits** entre les peuples unis et associés : assemblée nationale dans chaque pays, délégation proportionnelle de chaque pays pour composer le parlement fédéral de l'Union Française, toutes les décisions intéressant l'ensemble des peuples unis ou associés ne pouvant être prises que par le Parlement fédéral.

Tant que la vie fédérative du peuple français et des peuples associés n'est pas organisée sur ces bases, le Parti reconnaît que des peuples sont asservis et refuse tous crédits destinés à maintenir cet asservissement par la force.

3° **Sur le Pacte Atlantique et la Communauté Européenne de Défense.** — Le Socialisme aurait ses moyens propres d'assurer la Paix (production planifiée, plein emploi, répartition fraternelle des produits entre les peuples). Les gouvernants capitalistes ou totalitaires ont les leurs qui ne sont, en fait, que des préparations à la guerre (Triplice, Entente Cordiale, Equilibre Européen, Pacte Atlantique, Bloc Oriental, Communauté Européenne, etc...). Nous devons leur en laisser **l'entière** responsabilité et **nous opposer à la fois aux deux blocs qui tendent à l'hégémonie** en créant, entre eux, une troisième force prolétarienne internationale.

4° **Sur la question de l'armement des Allemands :** Si la Communauté Européenne de Défense est adoptée par la majorité bourgeoise française, le **peuple allemand doit y avoir sa place** (s'il le désire par le gouvernement qui parle en son nom), **de même que les autres peuples.**

Le Parti est contre l'armement des Allemands comme il l'est pour les autres pays, parce qu'il désire le désarmement général, immédiat, simultané et contrôlé. Mais il rappelle qu'il a toujours lutté contre toute discrimination raciale, contre tout châtiment collectif. Mis à part les crimes individuels, les peuples sont toujours innocents, les gouvernants toujours coupables. La « victoire » n'est qu'une opération de police réussie tendant à s'emparer des coupables, les juger, les exécuter. Ensuite les peuples doivent reprendre des rapports fraternels.

Le Parti n'a pas été suivi, en 1920, lorsqu'il proposait une Paix de réconciliation. Le traité de Versailles fut le tremplin de Hitler. Nous maintenons aujourd'hui la même attitude pour l'établissement de la Paix dans **l'égalité des droits entre les peuples.**

TROISIÈME FORCE

L'organisation des Nations-Unies est coupée en deux et ses deux parties égales luttent déjà entre elles en Corée. Seule la classe ouvrière internationale peut constituer une autorité morale suffisante pour arrêter le monde roulant vers le cataclysme et **imposer les conversations nécessaires.**

Entre les deux blocs, la classe ouvrière n'est pas neutre. Il existe un grand nombre de travailleurs prêts à s'associer, dans le monde entier, dans un troisième front de lutte pour la Paix.

C'est la tâche du Socialisme d'organiser la force internationale de la classe ouvrière. Dans ce but, le Parti décide de prendre contact d'urgence avec tous les groupes antiimpérialistes, syndicats libres de toutes tendances, Partis Socialistes et groupements révolutionnaires de tous pays, pour l'organisation d'un **Congrès Inter-**

national contre l'impérialisme et la guerre, invitant toutes les organisations pacifistes, culturelles, philosophiques et scientifiques à définir les conditions de Paix et à orienter les opinions publiques.

Ce Congrès International doit désigner un **Comité de Vigilance permanent,** chargé de toutes les médiations entre les gouvernants rivaux, de proposer les contrôles internationaux indispensables à toute proposition de désarmement, de participer à ces contrôles s'ils sont acceptés, de proposer la libre consultation des peuples occupés afin qu'ils puissent librement disposer d'eux-mêmes, d'insister pour la libre circulation des idées et des hommes, le renversement des barrières imbéciles et des rideaux de fer ineptes.

Le Socialisme n'a pas à prendre parti entre les 200 familles du capitalisme privé et les 200 familles du capitalisme d'Etat stalinien. Mais si elles commettent le crime de déclencher un conflit général, la classe ouvrière peut distinguer **avec intelligence** entre ses ennemis pour éliminer le plus dangereux, comme elle l'a fait contre Hitler avec une quasi-unanimité. Le rapport d'un Comité de Vigilance prolétarien pourrait préparer la plus grande unité de vues, dans la classe ouvrière, pour la défense de ses libertés essentielles, « contre le gouvernement du crime » (Jaurès, 7 septembre 1907).

Quoi qu'il en soit, le Parti rappelle aux travailleurs que les guerres ont toujours des causes économiques. Le Parti Socialiste est le seul Parti luttant non seulement contre la guerre mais aussi contre la cause de la guerre, le capitalisme sous toutes ses formes. Il invite les travailleurs à rejoindre ses rangs pour assurer, en même temps, la victoire de la Paix et la victoire du Socialisme qui sont inséparables.

Les militants syndicalistes socialistes :

BARANTON (*C.E. Seine*) ; ROUZAUD (*Ariège*) ; PUPILLE (*Champigny, Seine*) ; TRIBIE (*Seine-et-Oise*) ; DHELOMME (*Clichy, Seine*) ; Dr MOURADOFF (*Marne*) ; E. HUG (*Kremlin-Bicêtre*) ; PETRE (*Savoie*) ; GIRONDEAU (*Gennevilliers*) ; FRAYSSE (*Seine-et-Oise*) ; RICARD (*Epinay, Seine*) ; VESPERINI (*Seine*).

Les camarades en accord avec cette position politique peuvent en aviser **BARANTON, 6, rue Hippolyte-Lebas, PARIS (IXe).**

MOTION ADDITIONNELLE

RÉSOLUTION SUR LA SARRE ET SUR LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DU TRAITÉ DE PAIX

●

Cette importante question n'ayant pas été débattue dans les sections et fédérations, la résolution que j'ai présentée (en qualité de membre de la Commission des Résolutions du Congrès de 1952) fut retirée en séance sur la déclaration de notre camarade Guy MOLLET qu'il proposerait, au Comité Directeur, de l'inscrire à l'ordre du jour du Congrès de 1953. Elle est présentée aujourd'hui comme motion additionnelle :

« *Le Parti Socialiste, fidèle à la résolution de l'Internationale Ouvrière Socialiste, réunie à Hambourg le 26 mai 1953, déclare de nouveau qu'un des devoirs les plus importants de la classe ouvrière de chaque pays est de lutter contre la violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.*

« *Il déclare que chaque Parti doit agir sur son gouvernement afin que les solutions de raison, fondées sur l'entente internationale, se substituent aux solutions de contrainte et de violence, par l'établissement d'une* Paix de réconciliation dans l'égalité des droits entre les peuples.

« *En toutes circonstances, le peuple allemand doit rester absolument libre de se déterminer lui-même sur tous les problèmes, après la signature du traité de paix.*

« *Le Parti est hostile à toute violence (telle que le rattachement économique de la Sarre à la France) pouvant donner à un peuple le sentiment qu'il est brimé et le livrer aux mortelles propagandes portant en elles le germe de nouvelles guerres.*

« *Le Parti Socialiste adresse un souvenir ému aux Socialistes allemands BEBEL et LIEBKNECKT qui, les premiers, ont émis ces principes en 1871 en s'opposant à l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne. Il confirme une fois de plus qu'il ne saurait donner son approbation à un traité de Paix définitif qui ne rétablirait pas les peuples dits « vaincus » dans l'intégralité de leur souveraineté territoriale et politique.*

« *Dès lors que les nations victorieuses restent armées pour assurer leur sécurité, elles ne peuvent contraindre par la force un peuple à rester éternellement désarmé. Le Socialisme veut pour toutes les patries la sécurité, la paix, la balance égale.* »

R. BARANTON (*Seine*).
A. CANET (*Gironde*).

POUR UNE COMPLÈTE AUTONOMIE DU PARTI SOCIALISTE

en politique intérieure et en politique extérieure

Ayant combattu la politique de collaboration de classe, nous nous réjouissons de ce que l'opposition enfin affirmée contre les gouvernements au pouvoir, depuis 1951, ait valu au Parti Socialiste sa première victoire électorale depuis sept années.

Mais, pour significatif que soit ce succès, nous regrettons qu'en raison d'actes équivoques ou même contraires à sa politique affirmée (par exemple, le vote des crédits militaires au titre des Etats Associés) le Parti n'apparaisse pas toujours comme le défenseur incontesté des intérêts des travailleurs.

Nous déplorons surtout que la majorité du 44e Congrès et la direction qui en est issue aient adopté, en politique extérieure, une attitude trop proche de celle des gouvernements de droite qui exercent le pouvoir depuis deux ans. Nous affirmons avec force qu'une politique d'opposition ne peut actuellement prendre toute son ampleur et connaître toute son efficacité que si elle tient compte des liens étroits qui rattachent l'immobilisme et la stagnation, pratiquée sur le plan économique et social par la majorité gouvernementale actuelle, à la faiblesse de sa politique étrangère, à l'entêtement et à la vaine brutalité de sa politique coloniale.

L'ampleur de la crise financière et économique pousse les salariés à s'unir dans la lutte revendicative contre le patronat privé et étatique. Cette action de la classe ouvrière (nullement limitée à la région parisienne), l'échec de la répression colonialiste, la nécessité où vont se trouver les puissances occidentales de répondre autrement que par des formules dilatoires aux initiatives soviétiques, vont placer la majorité actuelle en face du triple échec de sa politique intérieure, coloniale et internationale. Le Parti doit se tenir prêt, sur tous ces plans, à faire constater à l'opinion la faillite gouvernementale et à mettre en avant ses propres solutions.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Le Parti doit combattre sans relâche l'immobilisme gouvernemental, responsable de la régression économique, source de la misère et du chômage :

— en s'opposant à la politique rétrograde de réduction des investissements, tant en matière d'équipements productifs que d'équipements culturels et sociaux ;

— en faisant éclater devant l'opinion le scandale des privilèges fiscaux et des protections abusives ;

— en appelant les sans-logis et les mal-logés, victimes de la carence capitaliste, à réclamer « l'habitat-service public » ;

— en dressant les salariés contre l'escroquerie de la fausse échelle mobile, contre le mirage de la « productivité » et en s'associant, par tous les moyens, à leur action pour de meilleures conditions de travail et un niveau de vie décent ;

— en protégeant les travailleurs de la terre et des ports, comme des bureaux et des usines et aussi les pensionnés et retraités, contre les conséquences d'une éventuelle dévaluation.

Il doit aussi faire porter son effort sur la défense de l'école publique, sur le maintien de la laïcité des services publics et sur la sauvegarde des libertés civiques et syndicales menacées par une répression qui, sous prétexte d'anticommunisme, n'est que le camouflage d'une répression antiouvrière.

UNION FRANÇAISE ET ÉTATS ASSOCIÉS

Fidèle à ses traditions, le Parti Socialiste doit insister fortement sur le lien existant entre les revendications des travailleurs et la lutte contre la guerre et la répression coloniales, entre la défense des libertés en France et dans les pays d'outre-mer.

Il doit exiger la cessation de la guerre d'Indochine par l'ouverture de négociations avec le gouvernement du Viet-Minh, écartant toute solution dite « internationale » susceptible de retarder la fin du conflit et de le transformer en guerre contre la Chine.

Il doit s'opposer à la politique rétrograde menée par les résidents d'Afrique du Nord, dénoncer les dangers de la répression aveugle poursuivie en Tunisie et au Maroc, lutter pour une politique qui marque le désir de la France d'aboutir, par des réformes sincèrement entreprises, à une association librement consentie.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Notre Parti doit retrouver une autonomie qu'il a perdue le jour où il a souscrit au principe de la Communauté Européenne de Défense, ce qui l'a séparé des principales sections de l'Internationale Socialiste. Il doit prôner le regroupement des nations soucieuses d'échapper à l'hégémonie de l'une ou l'autre des deux puissances prétendant à la direction du monde. Dans les circonstances présentes, l'opposition au réarmement de l'Allemagne, sous quelque forme que ce soit, doit nous permettre d'aider nos camarades social-démocrates à obtenir la réunification de leur pays, sans autre condition que des élections libres sous contrôle international. Ce refus actuel du réarmement allemand et cette réunification sont les premières indispensables étapes du développement d'un programme de Paix qui, mieux que les silences et les atermoiements, permettra aux « Occidentaux » de reprendre à l'U.R.S.S. l'initiative des mesures de détente.

Un tel programme de Paix suppose la condamnation de toute politique de refoulement et permettra la coexistence, non dans l'isolement mais dans la reprise des échanges économiques et culturels. Ce même programme comporte l'ouverture d'une négociation d'ensemble, à l'échelon le plus élevé, sans nulle exigence préalable.

Le Parti doit donc réaffirmer et son hostilité à l'« Europe des Six », et sa volonté de voir régler les problèmes d'Extrême-Orient : le premier acte de ce règlement doit être de rendre à la Chine, dès la conclusion de l'armistice, la place qui lui revient à l'O.N.U.

Alors pourra être négociée une réduction générale des armements, qui diminuerait les dangers de conflagration mondiale et restituerait aux peuples d'Europe et aux pays sous-développés les chances d'un développement harmonieux de leurs ressources économiques.

En attendant, l'amélioration de la position militaire de la France en Europe, garantie matérielle de son indépendance, doit être pratiquement obtenue par la cessation du gaspillage en hommes et en argent qu'implique la prolongation du conflit indochinois. La durée du service militaire devrait être réduite et l'effort de réarmement antérieurement décidé être étalé pour ne point compromettre l'équilibre économique de notre pays : la défense du niveau de vie des travailleurs, est plus encore que l'accumulation d'armes, la condition essentielle de la défense nationale.

TACTIQUE

Cette attitude, face au triple problème de la prospérité, de la liberté dans l'Union française et de la Paix mondiale, suppose que le Parti Socialiste repousse toute tentative de collaboration ou de soutien à un gouvernement qui n'aurait pas rompu avec les erreurs d'une majorité hostile aux salariés et cléricale.

Le Parti, qui doit revendiquer à chaque occasion les responsabilités du pouvoir, ne peut l'exercer que pour appliquer son programme, en prenant la direction d'un gouvernement appuyé sur une majorité réellement démocratique, ouvrière et laïque. Il apparaît exclu qu'une telle majorité puisse se dégager durablement au sein de l'Assemblée actuelle ; aussi le Parti se déclare prêt à faire approuver par le pays un éventuel renversement de majorité.

Dans cette intention, le Parti usera de toute la liberté de manœuvre nécessaire pour conclure les accords exigés par les circonstances et appellera à se regrouper (1) autour de lui toutes les forces et organisations se réclamant des travailleurs et de la démocratie.

Le Parti, quels que soient les contacts que les nécessités de la lutte contre la réaction l'amèneront à prendre, continuera parallèlement son combat contre les influences capitalistes et les idéologies totalitaires au sein de la classe ouvrière.

(1) Prévu par l'avant-dernier Conseil National.

STRUCTURE DU PARTI

Il lui faut enfin, pour être à même de faire face à ses responsabilités, opérer l'effort de rénovation et de réorganisation que le dernier Conseil National a reconnu indispensable et qui fera de lui le grand Parti d'efficacité qu'exigent les circonstances.

Les courants d'idée ne passeront aisément de la masse des travailleurs à l'organisation du Parti que si celle-ci par la création des sections d'entreprises, est mise en contact plus intime avec la vie professionnelle des militants. Ils ne passeront sans déformation de la base au sommet que si le mode actuel d'élection du Comité Directeur est remplacé par le rétablissement de la représentation proportionnelle des principaux courants d'idées.

Seul un Parti Socialiste rénové pourra poursuivre avec efficacité une politique autonome. Seule une politique autonome sur le plan international comme sur le plan national permettra au Parti Socialiste d'opérer la reconquête de larges couches de la classe ouvrière : condition indispensable s'il veut mener à bien son programme de défense de la liberté et de transformation de la société.

Ont signé cette motion :

ANGOUSSET (*C.E. Fédération Seine*) ; BARRUCAND (*C.E. Fédération Seine*) ; BEYER (*Loiret*) ; BUGET (*Loire-Inférieure*) ; BOIREAU (*C.E. Fédération Seine*) ; Suzanne COLLETTE-KAHN (*16e*) ; COMBES (*Loiret*) ; J. COTEREAU (*C.E. Fédération Seine*) ; DEHANT (*Loiret*) ; V. FAY (*16e*) ; GALY (*11e*) ; H. GRAY (*3e*) ; Mme GRUBER (*Sceaux*) ; HUMBLOT (*Marne*) ; JEGOUZO (*Clichy*) ; LANTERI (*3e*) ; M. LAVAL (*Montrouge*) ; Odette MERLAT (*7e*) ; J. MOREAU (*15e*) ; Ed. PERROY (*5e*) ; PORQUE (*Charenton*) ; RICHARD (*C.E. Fédération Seine*) ; RIES (*15e*) ; RABARY (*Loiret*) ; J. ROGER (*Seine-et-Oise*) ; SERRES (*Clamart*) ; SAINT MAXIN (*14e*) ; VOGELHUT (*C.E. Fédération Seine*) ; M. WEILL (*C.E. Fédération Seine*) ; L. WEITZ (*C.E. Fédération Seine*).

Le gérant : Georges BRUTELLE

Imp. F. BEROUD, 25, rue Michel-le-Comte, Paris-3e